

Zeitschrift: Der Armenpfleger : Monatsschrift für Armenpflege und Jugendfürsorge
enthaltend die Entscheide aus dem Gebiete des Fürsorge- und
Sozialversicherungswesens

Herausgeber: Schweizerische Armenpfleger-Konferenz

Band: 11 (1913-1914)

Heft: 5

Artikel: Rapatriements d'Italiens

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-836898>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

jetzt geltende Gesetz (1897) hat daher mit gutem Rechte den Standpunkt der Freiwilligkeit verlassen. Die Privatwohlthätigkeit will entweder ganz frei sein oder nicht sein. Es nimmt die Möglichkeit in Aussicht, daß den Gemeinden gestattet werden kann, die gesamte Verwaltung der Krankenpflege der vorübergehend Unterstügten an organisierte Vereinigungen der Privatwohlthätigkeit zu übertragen. Die Privatwohlthätigkeit ist durchaus noch nicht überflüssig. In manchen Gemeinden, besonders in einfachen ländlichen Verhältnissen, hat sich nach und nach die Ansicht gebildet, mit der geordneten Tätigkeit der amtlichen Armenpflege sei nun ihre ganze Pflicht gegen ihre hilfsbedürftigen Angehörigen abgetan und vollkommen erfüllt. Es gibt aber auch solche Personen und Familien, die jahrelang mit Armut ringen, ohne die Hilfe der Gemeindebehörden in Anspruch zu nehmen, weil sie es nicht für ehrenhaft halten, solches zu tun. Hier hat die Privatwohlthätigkeit noch weiten Spielraum, wobei natürlich vorausgesetzt werden muß, daß sie mit der öffentlichen Armenpflege in beständigem Kontakt steht, sei es, um dieselbe bei ihren Informationen zu unterstützen, sei es, um sich dort Rat zu holen. Eine organische Verbindung der freiwilligen mit der amtlichen Armenpflege ist nicht unmöglich; beide können sich ergänzen, ohne das Charakteristische ihres Wesens preiszugeben.

Ob ein Armengesetz, das neu ausgearbeitet wird, seinen Zweck erfüllen werde, läßt sich zum voraus nicht sagen; man kann es nur vermuten. Der geschickteste Rechner kann sich darin irren, der klarste Kopf sich täuschen. Die Entwicklung der Armenverhältnisse in einem Lande und Staate ist durch so viele unberechenbare Faktoren bedingt, sie hängt so innig mit dem normalen oder gestörten Fortgang der Landwirtschaft, der Industrie, des Gewerbes zusammen, daß es gerade auf diesem Boden eine außerordentlich undankbare Aufgabe ist, prophezeien zu wollen. Ein Krieg unter unsern Nachbarvölkern, der unser Land stark in Mitleidenchaft zieht, wird seine ökonomischen Folgen zeigen, die Zahl der Armen wird vermehrt usw. Ein Armengesetz wird aber im allgemeinen den Zweck haben, die Versorgung der dauernd Unterstügten anzuordnen, die vorübergehend Hilfsbedürftigen vor gänzlicher Verarmung zu schützen, die Ursachen der Verarmung zu bekämpfen, alles unter mehr oder weniger normalen Verhältnissen.

Rapatriements d'Italiens.

C'est par dizaines de milliers que les ouvriers italiens rentrent chaque année dans leur pays en utilisant nos voies ferrées, et, sur le nombre, des centaines, peut-être des milliers, sont rapatriés par les soins de nos autorités ou de nos sociétés de bienfaisance. A lui seul le Bureau Central de Genève pourvoit, dans les douze mois, au retour de 300 d'entre eux, chiffre moyen, qui, presque tous, empruntent la ligne du Simplon.

On trouverait parmi eux des malades, de vrais indigents, des pauvres simulés qu'une fouille ferait voir porteurs d'argent, des dépouillés volontaires dont le gain des derniers mois fut expédié en Italie par mandat postal, la veille du départ.

La plupart s'en vont munis de la feuille de recommandation d'un consul italien au délégué du gouvernement à la station de Domodossola, feuille qui leur permettra de continuer le voyage jusqu'au lieu de leur destination.

Le parcours sur territoire suisse est payé par nos autorités, par nos sociétés de bienfaisance, avec l'aide des consuls parfois, s'il s'agit de malades. Aucune difficulté ne leur est faite en deça du tunnel du Simplon, mais au

delà il n'en va pas de même. Le délégué à la gare de Domodossola, en effet, de qui dépend la continuation du voyage, lié peut-être par des règlements surannés ou trop raides, oppose aux vœux de beaucoup un *non possumus* impitoyable. Ses instructions l'obligent à renvoyer le rapatrié d'office à son lieu d'origine, que ses affaires, sa famille, l'y appellent ou non. Et pendant que les malheureux réclament, courant d'un fonctionnaire à un autre, les trains partent, les heures passent, et nous en savons qui restèrent deux, trois jours à Domodossola, avant qu'on voulût bien les faire monter en wagon.

A la rigueur, nous pourrions nous désintéresser de ce qui se passe à la station italienne, la Suisse ayant fait de son côté ce qui est en son pouvoir; mais l'état de choses que nous signalons a sa répercussion chez nous, à Genève en particulier, d'où l'on envoie assez fréquemment des malades dirigés sur un hôpital, des enfants, des jeunes filles que l'on conduit, sous escorte, à tel asile ou à telle maison de relèvement.

Ce sont des dames généralement qui constituent l'escorte, et les difficultés que l'administration peut susciter les embarrassent en bien des cas. Heureusement que l'on rencontre souvent parmi elles des femmes de cœur et de tête, que l'expérience rend ingénieuses, qui ont leur franc parler, et qui finissent par obtenir ce qu'il eût fallu donner de bonne grâce au début.

Mais que de discussions pénibles et de temps perdu!

Du côté italien, l'œuvre des secrétariats pour ouvriers italiens en pays étrangers, œuvre créée par l'évêque de Crémone, Mgr Bonomelli, et dont le bureau central se trouve à Milan, a fait entendre déjà ses réclamations, mais sans obtenir de réponse effective. Qui sait si une action du côté suisse, appuyant celle de Milan, n'aurait pas raison de la puissance d'inertie qui caractérise trop souvent les administrations!

Une intervention amicale de nos autorités suisses ne paraît pas possible, puisqu'il s'agit ici de rapatriements effectués sans passer par la voie diplomatique; mais peut-être qu'une campagne de presse aurait son écho au delà des Alpes, ou, mieux encore, que des démarches tentées auprès des Consuls italiens aboutiraient au résultat cherché.

On pourrait donc suggérer à ces fonctionnaires de demander l'autorisation de fixer eux mêmes le lieu de destination du rapatrié, ce qu'ils feraient après un consciencieux examen du cas. Ce serait évidemment la meilleure des solutions; mais si cette responsabilité effraie les consuls, pourquoi ne proposeraient-ils pas que cette même faculté soit accordée au Commissaire en station à Domodossola!

Les mesures que nous préconisons n'ont rien de révolutionnaire; elles sont d'une extrême simplicité et suffiraient cependant pour changer de fond en comble un état de choses fort désagréable aux Italiens et aux institutions suisses qui les rapatrient.

Il n'est jamais trop tard pour apporter des améliorations aux services publics.

J. J.

Bern. Beteiligung des Staates an der öffentlichen Krankenpflege. Zu der Sitzung des Grossen Rates vom 19. November brachte Morgenthaler die Verhältnisse der Bezirkskrankenanstalten zur Sprache (siehe Nr. 1 dieses Jahrganges). Er wies in längern Ausführungen nach, daß die Beiträge an die Bezirkskrankenanstalten, die zu 193,080 Fr. veranschlagt sind, nicht der Proportion entsprechen, die im Gesetz von 1899 hierfür aufgestellt